



## CHAPITRE 92

## CHAPTER 92

Loi modifiant la charte de la ville de Farnham

An Act to amend the charter of the town of Farnham

[Sanctionnée le 10 mai 1947]

[Assented to, the 10th of May, 1947]

Préam-  
bule.

**ATTENDU** que la corporation de la ville de Farnham, par sa pétition, représente qu'il est dans l'intérêt de la ville et nécessaire à la bonne administration de ses affaires que sa charte, la loi 2 George V, chapitre 67, telle que modifiée par la loi 3 George VI, chapitre 117, soit de nouveau modifiée, et que, vu ses besoins particuliers, de plus amples pouvoirs lui soient accordés;

Attendu qu'il est à propos de faire droit à la demande contenue dans ladite pétition;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1912, (2),  
c. 67,  
a. 28, am.

**1.** L'article 28 de la loi 2 George V, chapitre 67, est modifié, en ajoutant après le paragraphe 1, le suivant:

Escaliers  
extérieurs.

"1a Pour prohiber à l'avenir, dans la ville, la construction, sur les faces des bâtiments et maisons, des escaliers extérieurs donnant accès à tout plancher autre que celui du rez-de-chaussée, sauf sur les faces donnant sur la cour, alors que la construction ne devra pas excéder la ligne extérieure du mur de la façade de ces bâtiments ou maisons."

S.R.,  
c. 233,  
a. 427, am.  
pour la  
cité.

**2.** L'article 427 de la Loi des cités et villes, 1941, est modifié, pour la ville, en remplaçant le paragraphe 3<sup>a</sup>, édicté par

Preamble.

**WHEREAS**, by its petition, the corporation of the town of Farnham, represents that it is in its interest and necessary for the proper administration of its affairs that its charter, the act 2 George V, chapter 67, as amended by the act 3 George VI, chapter 117, be further amended, and that, in view of its specific needs, it be granted additional powers;

Whereas it is expedient to grant the prayer contained in the said petition;

Therefore, His Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

**1.** Section 28 of the act 2 George V, chapter 67, is amended by adding after subsection 1, the following:

"1a. To forbid in future, in the town, the erection of outside stairs leading to any floor other than the ground floor, on all faces of buildings and houses, save yard faces, in which case said erection must not exceed the outside line of the front-wall of these buildings or houses."

R.S.,  
c. 233,  
s. 427,  
am. for  
the city.

**2.** Section 427 of the Cities and Towns Act, 1941, is amended, for the town of Farnham, by replacing paragraph 3a, enacted

l'article 4 de la loi 8 George VI, chapitre 39, par le suivant :

Certificat  
médical  
requis.

"3<sup>a</sup> Pour obliger toute personne employée dans un hôtel, restaurant, salon de barbier, salon de coiffure, salon de beauté, buanderie, taverne, et toute personne employée dans un établissement manipulant des produits alimentaires entre autres les épicerie, boulangeries, boucheries, laiteries, embouteillage de liqueurs, à subir un examen médical annuel et à fournir aux fonctionnaires municipaux désignés à cette fin, un certificat médical attestant qu'elle n'est pas porteuse de germes susceptibles de transmettre une infection.

Idem.

Pour défendre à toute personne tenant ou exploitant un hôtel, restaurant, salon de barbier, salon de coiffure, salon de beauté, buanderie, taverne, ou un établissement manipulant des produits alimentaires, entre autres les épicerie, boulangeries, boucheries, laiteries, embouteillage de liqueurs, de prendre ou garder à son emploi une personne qui n'est pas munie d'un certificat de fonctionnaire compétent attestant qu'elle a fourni le certificat médical susmentionné; pour fixer les catégories d'emplois auxquels le règlement est applicable."

S.R.,  
c. 233,  
a. 429,  
am. pour  
la ville.

3. Nonobstant l'article 66 de la Loi des convictions sommaires de Québec (S.R. 1941, chapitre 29), l'article 429 de la Loi des cités et villes (S.R., 1941, chapitre 233) est modifié, pour la ville, en ajoutant après le paragraphe 27°, le suivant :

Billet  
d'assigna-  
tion.

"27<sup>a</sup> Dans le cas de contravention aux règlements municipaux relatifs à la circulation et à la sécurité publique, l'agent de la paix constatant cette infraction peut remplir, sur les lieux même où ladite infraction a été commise, un billet d'assignation indiquant la nature de l'infraction, et remettre au conducteur du véhicule ou déposer dans un endroit apparent dudit véhicule une copie de ce billet et en apporter l'original au département de la circulation de la ville.

Plainte.

Les dispositions qui précèdent n'empêcheront pas l'agent de la paix, s'il le juge à propos, de porter plainte ou de faire émettre une sommation suivant la loi.

by section 4 of the act 8 George VI, chapter 39, by the following:

"3a. To oblige every person employed in a hotel, restaurant, barber shop, hair-dressing establishment, beauty parlor, laundry or tavern, and every person employed in an establishment where food products are handled, amongst others, groceries, bakeries, butcher shops, dairies and places where liquors are bottled, to undergo an annual medical examination and to furnish the municipal officers appointed for such purposes with a medical certificate stating that such person is not a germ-carrier liable to spread infection.

Medical  
certificate  
required.

To forbid any keeper or operator of a hotel, restaurant, barber shop, hair-dressing establishment, beauty parlor, laundry, tavern or establishment where food products are handled, amongst others groceries, bakeries, butcher shops, dairies and places where liquors are bottled, to take or keep in his employ any person not provided with a certificate from the proper official stating that such person has furnished the above-mentioned medical certificate; to determine the classes of employment to which the by-law shall apply."

Idem.

3. Notwithstanding section 66 of the Quebec Summary Convictions Act, (R.S. 1941, chapter 29), section 429 of the Cities and Town Act, (R.S. 1941, chapter 233) is amended, for the town, by adding after paragraph 27, the following:

R.S.,  
c. 233,  
s. 429,  
am. for  
the town.

"27a. In cases of violation of the municipal by-laws relating to traffic and public safety, the police officer to whom notice of such infraction has come may fill out, on the very spot where such infraction has been committed, a notice of summons stating the nature of the infraction, and shall deliver to the driver of the vehicle or deposit in a conspicuous place on the said vehicle a copy of such notice and bring the original thereof to the city traffic department.

Notice of  
summons.

The preceding provisions shall not prevent the police officer, if he deems it expedient, from lodging a complaint or causing the issue of a summons according to law.

Com-  
plaint.

Païement  
pour évi-  
ter plain-  
te.

Toute personne en possession de cet avis peut éviter qu'une plainte soit portée contre elle, en se présentant au département de la circulation de la ville et en y payant une somme de deux dollars comme amende. Le paiement de ladite amende et le reçu qui lui en est donné par le caissier du département ou son préposé libère ladite personne de toute autre pénalité relativement à l'infraction par elle commise.

Plainte  
pour  
défaut.

Si la personne en possession de cet avis refuse ou néglige de s'y conformer dans le délai qui y est mentionné, la ville peut porter plainte contre elle conformément à la loi; mais aux fins de ladite plainte, c'est le propriétaire dudit véhicule est présumé responsable de l'infraction."

S.R.,  
c. 233,  
a. 429,  
am. pour  
la ville.

Permis  
pour bi-  
cycles.

4. L'article 429 de la Loi des cités et villes, est modifié, pour la ville, en ajoutant après le paragraphe 27<sup>a</sup>, le suivant:

"27<sup>b</sup> Pour obliger toute personne, société ou corporation utilisant comme propriétaire ou possesseur autrement qu'en passant dans les limites de la municipalité, un bicycle ne portant pas déjà un permis d'une autre municipalité de la province, à obtenir de la ville un permis annuel, qu'elle devra porter attaché d'une façon permanente à un endroit visible dudit bicycle, et dont le coût ne devra pas excéder deux dollars. Toutefois pour les fins de la présente loi, une motocyclette n'est pas considérée comme un bicycle.

Percep-  
tion léga-  
lisée.

Les sommes déjà perçues par la ville suivant ce mode de perception sont déclarées avoir été légalement perçues et la ville est autorisée à les retenir."

1912 (1),  
c. 67,  
a. 37a, aj.

5. La loi 2 George V, chapitre 67, est modifiée en ajoutant après l'article 37, le suivant:

Permis de  
chauffeurs  
de taxi.

"37a. Nonobstant les dispositions de l'article 59 de la Loi des véhicules automobiles, 1941, la ville de Farnham peut par règlement exiger que les chauffeurs de taxis se munissent d'un permis de chauffeur pour lequel elle pourra exiger une considération ne devant pas excéder deux dollars par année.

Any person in possession of such notice may avoid the lodging of a complaint against him, by presenting himself at the city traffic department and by paying thereat a sum of two dollars as fine. The payment of said fine and the receipt therefor given to him by the cashier or the person in charge of the said department shall free the said person from any other penalty in connection with the infraction committed by him.

Payment  
to avoid  
com-  
plaint.

If the person in possession of such notice refuses or fails to conform thereto within the delay therein mentioned, the town may lodge against him a complaint according to law; but for the purposes of the said complaint, the proprietor of said vehicle is presumed to be responsible for the infraction."

Failure to  
comply.

4. Section 429 of the Cities and Towns Act, is amended, for the town, by adding after paragraph 27a, the following:

R.S.,  
c. 233,  
s. 429,  
am. for  
town.

"27b. To compel any person; firm or corporation making use, either as owner or possessor, otherwise than in passing through the municipality, of a bicycle not already bearing a permit from another municipality of this province, to obtain from the town an annual permit which shall be permanently attached in a conspicuous place of the said bicycle, and the cost of which shall not exceed two dollars. However, for the purposes of this act, a motorcycle shall not be considered as a bicycle.

Permit  
for bi-  
cycles.

The sums heretofore collected by the town according to this mode of collection are declared to have been legally collected and the town is authorized to retain the same."

Collection  
validated.

5. The act 2 George V, chapter 67, is amended by adding after section 37 thereof, the following:

1912 (1),  
c. 67,  
s. 37a,  
added.

"37a. Notwithstanding the provisions of section 59 of the Motor Vehicles Act, 1941, the town of Farnham may by resolution require that taxi drivers obtain a driver's license for which it may claim a sum not exceeding two dollars a year.

Taxi dri-  
vers' li-  
censes.

Recom-  
manda-  
tion.

Tel permis ne sera accordé que par le comité de police, sur recommandation du chef de police, et pourra être annulé de la même façon au cas de récidive pour infractions à la loi ou aux règlements municipaux relatifs à la circulation et à la sécurité publique."

1912 (1),  
c. 67,  
a. 37, am.

**6.** L'article 37 de la loi 2 George V, chapitre 67, est modifié en ajoutant après le paragraphe 33 le suivant:

Distribu-  
teurs au-  
tomati-  
ques.

"34. Sur toute personne, corporation ou société possédant ou exploitant, de quelque manière que ce soit, tout distributeur automatique autorisé par la loi fédérale et fonctionnant au moyen de pièces de monnaie ou de jetons, et servant exclusivement à la vente d'une marchandise quelconque et d'une valeur marchande généralement reconnue, une taxe ou licence n'excédant pas dix dollars pour chaque distributeur automatique; et pour tout autre distributeur automatique, jeu mécanique, phonographe, autorisés par la loi fédérale et fonctionnant au moyen de pièces de monnaie ou de jetons, une taxe ou licence n'excédant pas dix dollars pour chaque distributeur automatique, jeu mécanique ou phonographe. Le présent article ne s'applique pas aux balances automatiques, aux appareils téléphoniques ainsi qu'aux appareils de vente distributeurs de liqueurs douces. Les sommes déjà perçues par la ville suivant ce mode de perception sont déclarées avoir été légalement perçues et la ville est autorisée à les retenir."

1912 (1),  
c. 67, a.  
44, ab.

**7.** L'article 44 de la loi 2 George V, chapitre 67, est abrogé, et à l'avenir l'article 610 de la Loi des cités et villes, 1941 s'appliquera à la ville de Farnham.

Id.,  
a. 43b, aj.

**8.** La loi 2 George V, chapitre 67, telle que modifiée par la loi 3 George VI, chapitre 117, est de nouveau modifiée, en y ajoutant après l'article 43a, le suivant:

Emprunt  
autorisé.

"**43b.** 1. Nonobstant toute loi générale ou spéciale à ce contraire, le conseil de la ville de Farnham est autorisé à emprunter sur simple résolution une somme n'excédant pas cinquante mille dollars à un taux n'excédant pas 4%, et pour une période de temps n'excédant pas vingt

This license shall be granted by the police committee only, upon recommendation of the chief of police, and may be cancelled in the same manner, as in cases of recurring violations of the law or of the municipal by-laws relating to traffic and public safety."

Recom-  
menda-  
tion.

**6.** Section 37 of the act 2 George V, 1912 (1), chapter 67, is amended by adding thereto, after paragraph 33 the following:

1912 (1),  
c. 67,  
s. 37, am.

"34. On any person, corporation or partnership owning or operating, in any manner whatsoever, any automatic distributor authorized under a federal statute and functioning by means of coins or tokens and being used exclusively for vending merchandise of any kind and of a generally recognized market-value, a tax or permit not exceeding ten dollars for each automatic distributor; and for all other automatic distributors, mechanical games, phonographs, authorized by a federal statute and functioning by means of coins or tokens, a tax or permit not exceeding ten dollars for each automatic distributor, mechanical game or phonograph. The present section does not apply to automatic scales, to telephone instruments as well as to soft drinks sales distributor appliances. The sums already collected by the town according to this mode of collection are declared to have been legally collected and the town is authorized to retain the same."

Automa-  
tic distri-  
butors.

**7.** Section 44 of the act 2 George V, 1912 (1), chapter 67, is repealed, and in future section 610 of the Cities and Towns Act, 1941, shall apply for the town of Farnham.

1912 (1),  
c. 67,  
s. 44, re-  
pealed.

**8.** The act 2 George V, chapter 67, as amended by the act 3 George VI, chapter 117, is further amended by adding after section 43a, the following:

Id., s. 43b,  
added.

"**43b.** 1. Notwithstanding any general or special law to the contrary, the council of the town of Farnham is authorized to borrow by mere resolution a sum not exceeding fifty thousand dollars at a rate of interest not exceeding 4% and for a period not exceeding twenty years, which

Loan au-  
thorized.



ans, laquelle somme devra servir à acquérir et améliorer, ou construire et entretenir, en totalité ou en partie, un ou des immeubles devant servir, en totalité ou en partie, à des fins municipales ou industrielles. Cette résolution ne prendra force et effet qu'après avoir été approuvée par les électeurs propriétaires suivant la loi et après avoir reçu en outre l'approbation de la Commission municipale de Québec.

Vente.

2. La ville est autorisée à vendre ou à louer le ou lesdits immeubles, à des conditions raisonnables et justes et avec l'approbation préalable de la Commission municipale de Québec, à un ou des industriels dont les opérations devront être profitables à la ville."

Entrée en  
vigueur.

9. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

sum shall be utilized to purchase and improve, or to construct and maintain, in whole or in part, one or more buildings which shall serve, in whole or in part, for municipal or industrial purposes. This resolution shall not come into force and effect unless it has been approved by the electors who are property owners, according to law, and unless it has received the approval of the Quebec Municipal Commission.

2. The town is authorized to sell or lease said building or buildings, at reasonable and equitable conditions and with the previous approval of the Quebec Municipal Commission, to one or more business men whose operations must be profitable to the town."

9. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming  
into force.